



RENDU EXECUTOIRE LE

- 4 OCT. 2023

DÉPARTEMENT DE LA VIENNE

Envoyé en préfecture le 03/10/2023

Reçu en préfecture le 03/10/2023

Publié le

ID : 086-228600011-20231003-23_A_DGA FMN_036-AR

S2LO

ARRETE N° 2023-A-DGAFMN-036

en date du **03 OCT. 2023**

portant délégations de signature temporaires à

Madame , Chef du pôle eau et biodiversité
Monsieur , Cheffe du pôle procédures administratives et d'aménagement foncier
Madame , Cheffe du pôle développement agricole

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 3221-3, L. 3221-11 et L. 3221-13,

VU la délibération du Conseil Départemental du 1^{er} juillet 2021 relative à l'élection du Président du Conseil Départemental,

VU l'arrêté n° 2023-A-DGAFM-029 en date du 24 juillet 2023 portant organisation des services du Département de la Vienne,

ARRETE :

ARTICLE 1 :

Délégation de signature est donnée à Monsieur , Chef du pôle eau et biodiversité, à Madame , Cheffe du pôle procédures administratives et d'aménagement foncier et à Madame , Cheffe du pôle développement agricole à la Direction de l'Agriculture, de l'Eau et de l'Environnement de la Direction Générale Adjointe de l'Aménagement du Territoire et du Développement Durable, à l'effet de signer, pendant la période comprise entre la date exécutoire du présent arrêté et le 30 juin 2024, les documents suivants :

- 1) la correspondance courante, y compris les courriers électroniques, et les documents administratifs relatifs aux affaires de la Direction de l'Agriculture, de l'Eau et de l'Environnement, ne comportant pas l'exercice d'un pouvoir de décision opposable,
- 2) les ampliations des arrêtés et copies conformes des délibérations et autres pièces,
- 3) la gestion et l'administration courante des moyens en personnel de la Direction de l'Agriculture, de l'Eau et de l'Environnement: établissement des fiches de poste, autorisations d'absence, congés, ordres de mission sur le territoire régional et les départements limitrophes lorsque les frais d'hébergement sont supérieurs à 60 € par

nuit, états de frais de déplacement sur le territoire national, états d'heures supplémentaires,

- 4) toutes demandes d'avis relatifs à l'instruction des dossiers,
- 5) pour les marchés et les accords-cadres financés sur les crédits gérés par la Direction de l'Agriculture, de l'Eau et de l'Environnement égaux ou inférieurs à 90 000 € HT :
 - les pièces relatives à la préparation, la passation, l'exécution, le règlement et les avenants, à l'exclusion des actes de résiliation et des transactions en cas de pré-contentieux,
- 6) les bons de commande en exécution d'un marché ou d'un accord-cadre à bons de commande géré par la Direction de l'Agriculture, de l'Eau et de l'Environnement,
- 7) les marchés subséquents passés sur le fondement d'un accord-cadre géré par la Direction de l'Agriculture, de l'Eau et de l'Environnement,
- 8) la sous répartition des crédits de fonctionnement et d'investissement dans le cadre des programmes approuvés par le Conseil Départemental,
- 9) les dépôts de plaintes et constats, au nom du Département, en cas d'atteinte aux biens ou aux personnes.

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté prend effet à compter de sa publication et cesse de produire ses effets le 1^{er} juillet 2024.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Général des Services Départementaux est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié sur le site internet du Département lavienne86.fr, transmis au Représentant de l'Etat dans le Département et notifié aux intéressés.


ARTICLE 4 :

Un recours contentieux contre le présent arrêté peut être déposé auprès du Tribunal Administratif de Poitiers (par voie postale à l'adresse suivante : 15, rue de Blossac - BP 541 - 86020 POITIERS CEDEX ; ou par voie dématérialisée via l'application «Télérécours citoyens » sur le site www.telerecours.fr) dans un délai franc de deux mois à compter de la réception de la réponse de l'administration au recours gracieux, ou à l'expiration d'un délai franc de deux mois à compter de la date de réception du recours gracieux par l'administration, en l'absence de réponse de sa part.

En l'absence de recours gracieux, le recours contentieux contre le présent arrêté peut être présenté dans un délai franc de deux mois à compter de sa date exécutoire, auprès du Tribunal Administratif de Poitiers.

Fait à Poitiers, le **03 OCT. 2023**

Le Président du Conseil Départemental,



Alain PICHON